

**DECISION DU MAIRE**  
**Prise en application de l'Article L.2122-22**  
**du Code général des collectivités territoriales**  
**n° DESG-2019-18**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2017 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la décision n° DESG-2018-37 du 13 août 2018 approuvant la convention à intervenir entre la commune, le SIVU EJAV et l'AMEJ pour la mise à disposition du groupe scolaire du Vallon Fleuri pour l'accueil de loisirs cantonal extrascolaire mis en place par l'AMEJ pour les années scolaires 2018/2019 et 2019/2020 ;

Considérant que lors de sa visite du 20 novembre 2018, le médecin de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) a préconisé que les enfants malades puissent être isolés ailleurs que dans la tisanerie qui est trop excentrée ;

Considérant qu'il convient de mettre à disposition de l'AMEJ une pièce supplémentaire (bureau situé derrière la salle des maîtres) ;

**DECIDE**

Article 1 : Est approuvé l'avenant n° 1 la convention de mise à disposition du groupe scolaire du Vallon Fleuri pour l'accueil de loisirs cantonal extrascolaire mis en place par l'AMEJ pour les années scolaires 2018/2019 et 2019/2020.

Article 2 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à La Ravoire, le 30 avril 2019.

Le Maire,  
**Frédéric BRET**



*La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*